

# International Political Science Review

<http://ips.sagepub.com/>

---

## Abstracts in French and Spanish

*International Political Science Review* 2012 33: 494

DOI: 10.1177/0192512112454265

The online version of this article can be found at:  
<http://ips.sagepub.com/content/33/4/494.citation>

---

Published by:



<http://www.sagepublications.com>

On behalf of:



[International Political Science Association \(IPSA\)](#)

Additional services and information for *International Political Science Review* can be found at:

**Email Alerts:** <http://ips.sagepub.com/cgi/alerts>

**Subscriptions:** <http://ips.sagepub.com/subscriptions>

**Reprints:** <http://www.sagepub.com/journalsReprints.nav>

**Permissions:** <http://www.sagepub.com/journalsPermissions.nav>

>> Version of Record - Aug 31, 2012

[What is This?](#)

## Abstracts in French and Spanish

### Résumés

### Du féminisme d'État au féminisme de marché ?

Johanna Kantola et Judith Squires

Cet article soutient que le concept de « féminisme d'État » ne rend plus compte correctement de la complexité des engagements féministes émergents dans les nouvelles formes de gouvernance. Il suggère que le « féminisme de marché » offre un nouveau cadre conceptuel dans lequel peuvent être analysées et évaluées les interactions féministes avec l'État, et compris les changements dans le féminisme d'État. L'article révèle la prise en compte féministe croissante de la logique du marché, qui se manifeste dans la modification des pratiques et priorités. Il donne des exemples du féminisme de marché et montre que la mutation du féminisme d'État vers le féminisme de marché agit tant sur les pratiques politiques que sur les priorités des politiques publiques relatives aux femmes.

### Un système électoral quasi-proportionnel « uniquement pour les honnêtes hommes » ? Le potentiel caché de manipulation des modes de scrutin mixtes compensatoires

Daniel Bochsler

Les scrutins mixtes compensatoires sont devenus populaires ces dernières années. Dans de tels systèmes, les circonscriptions uninominales élisent seulement le champion du suffrage local, mais les scrutins produisent néanmoins des résultats (presque) proportionnels en général via des mandats compensatoires. Les élections en Albanie, Italie, Lesotho et Venezuela, cependant, démontrent un effet pervers particulier de tels systèmes : le vote stratégique, organisé par les partis politiques. De grands partis peuvent être surreprésentés en encourageant leurs électeurs à diviser leurs votes. De cette façon, ils détournent le mécanisme compensatoire conçu pour aboutir à des résultats proportionnels. Ces résultats disproportionnels sont particulièrement controversés, puisqu'ils sont délibérés et stratégiques. Cet article utilise les élections albanaises de 2005 comme principale étude de cas et use de simulations pour en illustrer les conséquences politiques.

## **Conservation hégémonique ou imputabilité horizontale : la révision constitutionnelle en Turquie**

Yasushi Hazama

La révision constitutionnelle dans les démocraties émergentes a-t-elle tendance à favoriser la responsabilisation horizontale ou à préserver l'hégémonie des élites de l'État ? Les résultats d'une analyse quantitative d'extraits des révisions constitutionnelles en Turquie pendant la période 1984-2007 montre : 1/ que la Cour constitutionnelle n'acceptait pas plus les recours en inconstitutionnalité des partis des élites étatiques que ceux des partis non affiliés aux élites de l'État ; et 2/ que la Cour constitutionnelle avait tendance à plus accepter les recours en inconstitutionnalité pour infractions des dirigeants de l'État que pour violations des principes de l'État. En somme, les analyses indiquent en grande partie la préférence de la Cour constitutionnelle pour l'imputabilité horizontale plutôt que la conservation hégémonique.

## **Démocratie libérale et au-delà : élargissement du débat sur le calendrier**

Christopher Hobson

L'optimisme extrême qui a marqué la communauté alors émergente de promotion de la démocratie dans les années 1980 et au début des années 1990 a été fortement tempéré par un nombre croissant d'échecs à l'expansion mondiale de la démocratie. L'influente analyse de Zakaria sur les « démocraties intolérantes » est un premier exemple de cette tendance vers une approche plus incertaine des perspectives de la démocratie. Son étude a été utile par l'attention portée aux fondements conceptuels de ces approches. Mais malgré un point de départ prometteur, Zakaria a abouti à des conclusions limitées et conservatrices, appelant essentiellement à la reprise d'une approche Whig : le libéralisme d'abord, la démocratie ensuite. En outre, son analyse conceptuelle a été excessivement restreinte : les démocraties sont soit libérales, soit de faible intensité. Cet article questionne, révise et prolonge les travaux de Zakaria, en examinant les modèles alternatifs de démocratie qui se trouvent tant au sein qu'au-delà du libéralisme. Nous affirmons – à rebours de la suggestion de Zakaria que la promotion de la démocratie doive être retardée ou reportée – que considérer des modèles démocratiques différents offre un pronostic plus optimiste, car l'étape suivante n'est pas l'abandon du soutien à la démocratie, mais plutôt le déploiement d'une forme différente de démocratie, plus appropriée à un contexte local donné.

## **Fédéralisme fiscal et contraintes budgétaires souples : le cas de la Chine**

Lynette H. Ong

La Chine est considérée comme un exemple moderne de « fédéralisme préservant le marché ». Cet article conteste cette croyance répandue en montrant que ses administrations locales sont soumises à des contraintes budgétaires souples. L'indiscipline fiscale des gouvernements subnationaux, qui

fait risquer l'endettement national et l'instabilité macro-économique, peut présenter de sérieux dangers pour les fédérations. Une large littérature qui propose des solutions à l'indiscipline fiscale par des primes électorales et la structure des partis politiques ne peut pas être appliquée en Chine. L'évaluation cadre et les systèmes d'imputabilité doubles du Parti communiste chinois rendent impératif pour les fonctionnaires locaux d'augmenter le revenu fiscal et d'élargir leurs ressources auprès des établissements de crédit locaux. Ceci a abouti à une hausse de la dette des administrations locales, dont l'essentiel est constitué de prêts non remboursés aux établissements de crédit locaux. Pour durcir les contraintes budgétaires, les institutions politiques doivent être reconfigurées afin de permettre au gouvernement central de rendre plus efficacement les collectivités locales responsables des ressources déployées dans la réalisation de leurs objectifs de performance de travail.

## **Les engagements conditionnels peuvent-ils sortir de l'impasse les négociations sur le changement climatique ?**

Arild Underdal, Jon Hovi, Steffen Kallbekken et Tora Skodvin

L'engagement sous conditions d'un acteur majeur (par exemple, l'Union européenne) peut-il inciter d'autres acteurs majeurs (comme les USA, la Chine, l'Inde, ou le Japon) à plus s'impliquer dans la lutte contre le changement climatique mondial ? Nous analysons d'abord ce problème par l'évaluation de l'impact de la réduction des émissions de gaz à effet de serre d'un de ces acteurs sur les coûts de réduction des autres et, deuxièmement, en examinant comment la politique intérieure influence l'implication plus ou moins prononcée de l'Union européenne et des USA. Nous constatons qu'une réduction des émissions par n'importe quel acteur limitera les coûts de réduction de tous les autres, et ainsi favorisera l'extension de la réglementation. Ces réductions des coûts semblent, cependant, insuffisantes pour inciter à un changement de politique unilatéral significatif. Le système d'échange de quotas d'émission peut diminuer plus avant les coûts agrégés, mais aussi redistribuer la richesse. La politique intérieure a tendance à contraindre davantage les préoccupations des acteurs puissants, qui se dressent alors contre des politiques plus ambitieuses de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

## **Resúmenes**

### **¿De feminismo de Estado a feminismo de Mercado?**

Johanna Kantola y Judith Squires

Este artículo sostiene que el concepto de 'feminismo de Estado' ha dejado de captar adecuadamente la complejidad de las relaciones actuales del feminismo con las nuevas formas de la gobernanza. Propone que el concepto de 'feminismo de Mercado' ofrece un nuevo marco conceptual para analizar y evaluar los compromisos del feminismo con el Estado, y también para interpretar los cambios acaecidos dentro del propio feminismo de Estado. El artículo documenta la progresiva adopción de la lógica del Mercado por parte del feminismo de Estado, manifiesta en los cambios acaecidos tanto en sus prácticas como en sus prioridades. El artículo ofrece ejemplos de

‘feminismo de Mercado’ que muestran cómo la transformación del feminismo de Estado en feminismo de Mercado ejerce un impacto en las prácticas y prioridades políticas de los organismos institucionales para la mujer.

## **Un sistema quasi-proporcional “solo para hombres honestos”? El potencial de manipulación oculta de los sistemas electorales mixtos compensatorios**

Daniel Bochsler

En los últimos años, se ha incrementado la popularidad de los sistemas mixtos compensatorios. En estos sistemas, circunscripciones uninominales eligen solamente al ganador del sufragio local, aunque los resultados producidos son (casi) proporcionales gracias a mecanismos compensatorios. Sin embargo, las elecciones en Albania, Italia, Lesoto y Venezuela revelan una peculiar fisura de estos sistemas: el voto estratégico organizado por los partidos políticos. Así, los grandes partidos pueden lograr una sobrerepresentación alejando a los votantes a dividir sus votos, burlando de esta forma el mecanismo compensatorio diseñado con el fin de obtener resultados proporcionales. Estos resultados no-proporcionales son especialmente controvertidos, ya que son deliberados y estratégicos. Este artículo toma las elecciones albanesas de 2005 como estudio de caso utilizando simulaciones con el fin de ilustrar sus consecuencias políticas.

## **Preservación hegemónica o responsabilidad horizontal de rendir cuentas: La revisión constitucional en Turquía**

Yasushi Hazama

Las revisiones constitucionales en democracias emergentes ¿tienden a realzar la responsabilidad horizontal de rendir cuentas o, por el contrario, a preservar la hegemonía de las élites estatales? Los resultados de un análisis cuantitativo de la revisión abstracta de la Constitución de Turquía llevada a cabo durante el periodo 1984-2007 indican lo siguiente: 1) que no es más probable que el Tribunal Constitucional acepte demandas de inconstitucionalidad interpuestas por miembros de la élite estatal que las interpuestas por miembros de la élite no-estatal; y 2) que es más probable que el Tribunal Constitucional acepte demandas de inconstitucionalidad relativas a transgresiones ejecutivas que aquéllas relativas a violaciones de los principios del Estado. En resumen, los resultados apuntan a una preferencia del Tribunal Constitucional por la responsabilidad horizontal de rendir cuentas por encima de la preservación hegemónica.

## **La democracia liberal y su futuro: Más allá del debate sobre la secuencia**

Christopher Hobson

El optimismo excesivo que configuró la corriente sobre el fomento de las democracias nacientes de los años 80 y principios de los 90 se ha atenuado de forma significativa a causa de los tropiezos

que ha experimentado la expansión mundial de la democracia. El influyente argumento sobre las “democracias iliberales” de ZaKaría constituye uno de los primeros ejemplos de una nueva tendencia hacia una visión más incierta sobre el futuro de la democracia. El interés de dicho argumento reside en su enfoque hacia los determinantes de la democracia. A pesar de este sugerente punto de partida, las conclusiones de Zakaria son sin embargo limitadas y conservadoras, ya que hacen una llamada al resurgimiento del planteamiento *Whig*: primero liberalismo, después democracia. Además, el análisis conceptual es bastante restrictivo: las democracias o son liberales, o iliberales. Este artículo cuestiona, revisa y amplía los argumentos de Zakaria, examinando modelos de democracia alternativos, asentados en el liberalismo como más allá de él. En contra de la teoría de Zakaria según la cual a veces es necesario retrasar o aplazar el fomento de la democracia, este artículo sostiene que la toma en consideración de modelos alternativos ofrece un pronóstico más optimista, pues la solución no está en abandonar el apoyo a la democracia sino en desarrollar una forma distinta que se adecúe al contexto local específico.

## **Federalismo fiscal y restricciones presupuestarias blandas: El caso de China**

Lynette H. Ong

China suele ser considerada como un ejemplo contemporáneo de ‘federalismo protector del mercado’. Este artículo cuestiona esta popular creencia constatando que los gobiernos locales están sujetos a restricciones presupuestarias ‘blandas’. La falta de disciplina fiscal por parte de las administraciones sub-nacionales pone en riesgo la deuda soberana y la estabilidad macroeconómica haciendo peligrar, por consiguiente, las federaciones. Hay numerosos estudios que proponen soluciones a la indisciplina fiscal basadas en incentivos electorales y en la estructura de partidos políticos; sin embargo estas soluciones no son aplicables al caso de China. Así, el sistema de evaluación de equipos y el sistema dual de responsabilidad de rendir cuentas del Partido Comunista Chino obligan a los funcionarios de la administración local a aumentar los ingresos fiscales a la vez que les permite utilizar recursos de agencias de crédito locales. Como resultado, la deuda de las administraciones locales – consistente en su mayor parte de préstamos de agencias locales de crédito no devueltos – se ha ido incrementado. Para endurecer las restricciones presupuestarias, es necesario reconfigurar las instituciones políticas con el fin de facilitar al gobierno central una mayor efectividad en responsabilizar a las autoridades locales de los recursos utilizados para el cumplimiento de los objetivos marcados.

## **¿Pueden los compromisos condicionales desbloquear las negociaciones sobre el cambio climático?**

Arild Underdal, Jon Hovi, Steffen Kallbekken, and Tora Skodvin

¿Puede un compromiso condicional por parte de un agente mayor (por ejemplo, la Unión Europea) incitar a otros agentes mayores (como EEUU, China, India o Japón) a cooperar en la mitigación del cambio climático global? Este artículo examina esta cuestión, en primer lugar, mediante una valoración del impacto de la reducción de emisiones por parte de uno de estos agentes en los costes de mitigación de los otros y, en segundo lugar, mediante una investigación sobre cómo la política

nacional influye en la disposición a cooperar por parte de la Unión Europea y EEUU. Según los resultados de este estudio, una reducción en las emisiones llevada a cabo por parte de cualquiera de estos agentes hará reducir los costes de mitigación de los otros, extendiendo, por tanto, la amplitud del acuerdo. Sin embargo, la reducción de costes parece ser insuficiente a la hora de impulsar un cambio significativo y unilateral en las políticas. El comercio de emisiones puede no sólo reducir aún más el coste total sino también redistribuir la riqueza. La política nacional tiende a añadir peso a las preocupaciones de los agentes poderosos que se erigen como perdedores de las políticas de mitigación más ambiciosas.